

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 AVIGNON

AVIGNON, le 16/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SEVIA**

ZI du Petit Parc  
Rue des Fontenelles - Voie C  
78920 Ecquevilly

Références : D-00512-2023  
Code AIOT : 0006408012

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/08/2023 dans l'établissement SEVIA implanté 200 avenue Marius Bucchi ZI Le Fournale IV 84700 Sorgues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEVIA
- 200 avenue Marius Bucchi ZI Le Fournale IV 84700 Sorgues
- Code AIOT : 0006408012
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEVIA exploite sur le site de Sorgues une installation de transit, regroupement, tri et traitement de pneumatiques usagés. Ces activités étaient régulièrement autorisées par arrêté préfectoral du 12/12/2011 modifié. En 2017, l'exploitant a déposé une demande d'autorisation d'exploiter une installation de transit, regroupement de déchets dangereux (huiles usagées, mélanges eaux/huiles, liquides de refroidissement). L'instruction de cette demande a donné lieu à l'arrêté préfectoral du 12/02/2019 réglementant l'ensemble des activités du site.

SEVIA dispose d'un agrément pour la collecte des huiles usagées dans le Vaucluse renouvelé par l'arrêté préfectoral du 29/03/2021 (durée de 5 ans), d'un agrément pour le ramassage des pneumatiques usagés et d'un agrément pour le regroupement, tri et élimination de déchets pneumatiques tous deux renouvelés par l'arrêté préfectoral du 29/11/2021 (durée de 5 ans).

Plus récemment, la société a transmis un porter à connaissance relatif à l'augmentation des capacités de broyage et de collecte des pneumatiques usagés. L'instruction de ce dossier a donné lieu à l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/03/2023.

La dernière visite d'inspection du site a eu lieu le 14/12/2021 et avait permis de vérifier les suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/04/2021 pris consécutivement à la visite d'inspection précédente du 03/03/2021.

## Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- aménagement de l'installation,
- gestion des eaux pluviales,
- moyens de lutte contre l'incendie,
- contrôles d'admission sur site,
- bilans périodiques.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Aménagement de l'installation	Arrêté Préfectoral du 12/02/2019, article 9.1.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 12/02/2019, article 4.3.4	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/02/2019, article 8.2.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Bilans périodiques	Arrêté Préfectoral du 12/02/2019, article 10.4.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Contrôles d'admission sur site	Arrêté Préfectoral du 12/02/2019, article 9.1.3.3

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant réalise les derniers aménagements nécessaires avant la mise en service de ses installations de regroupement et transit d'huiles usagées sur le site de Sorgues. Les dispositifs de jaugeage électronique vont être prochainement installés sur les cuves et la réserve d'émulseurs va également être prochainement réceptionnée.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que certaines dispositions techniques figurant dans les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n'ont pas été prises en compte (dispositif de jaugeage manuel et absence d'alarme sonore et visuelle asservie à l'obturateur automatique sur le décanteur-séparateur d'hydrocarbures). Ces points figurent dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter en date du 11/09/2017 indice 3 et ont été repris dans les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral réglementant les activités du site. L'exploitant, sur la base d'une justification du respect des textes ministériels s'appliquant à ses activités et compte-tenu des équipements et organisations mises en place sur son site, pourra le cas échéant demander une modification des prescriptions préfectorales concernées.

Lors de son contrôle, l'Inspection des installations classées a formulé des écarts, dont certains pour défaut de justification, pour lesquels l'exploitant devra apporter des réponses (capacité de rétention de la zone de chargement/déchargement, informations relatives au décanteur-séparateur d'hydrocarbures installé, information du SDIS, bilan périodique).

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Aménagement de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2019, article 9.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Installation de transit regroupement de déchets liquides dangereux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le regroupement et le transit des déchets liquides dangereux sont réalisés sur une zone bétonnée étanche d'une surface totale de 140 m<sup>2</sup> au sein de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 cuves horizontales de 70 m<sup>3</sup>, compartimentées en 2x35 m<sup>3</sup>, affectées au stockage d'huiles usagées. Tous les compartiments pourront recevoir des huiles usagées,</li> <li>• 1 cuve compartimentée (35 m<sup>3</sup> / 35 m<sup>3</sup>) contenant des liquides de refroidissement (compartiment 1) et des mélanges eau/huiles (compartiment 2).</li> </ul> <p>Chaque cuve est équipée d'une conduite d'aspiration, d'une conduite de remplissage avec limiteur anti-débordement et d'un dispositif de jaugeage électronique et manuel.</p> <p>Le déchargement/chargement des déchets liquides dangereux est réalisé sur une zone bétonnée étanche, d'une surface de 160 m<sup>2</sup>, aménagée sous forme de rampe de façon à permettre le confinement des éventuels écoulements accidentels susceptibles de s'y produire. Le volume de rétention ainsi constituée est de 50 m<sup>3</sup>.</p> <p>Les flexibles des camions-citernes sont raccordés aux orifices fixes d'aspiration ou de remplissage des cuves, situés au-dessus de la rétention.</p> <p>L'accès à la zone de déchargement/chargement est réalisé en enrobé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier en date du 08/10/2021, l'exploitant a sollicité une prorogation du délai de mise en service des installations de collecte de déchets liquides dangereux, conformément à l'article R181-48 du code de l'environnement. Cette demande a été acceptée et actée par courrier préfectoral du 13/01/2022. Le délai de mise en service a donc été prolongé jusqu'au 12/02/2023 (au lieu du 12/02/2022 initialement).</p> <p>Par mail du 06/02/2023 adressé à l'Inspection, l'exploitant avait confirmé l'installation de deux cuves sur le site et précisé que le site était désormais opérationnel.</p> <p>Le jour de la visite, la présence des deux cuves dédiées au stockage des huiles usagées est vérifiée. La cuve dédiée à la collecte des huiles de refroidissement et des mélanges eau/huiles n'est toujours pas en place.</p>

L'exploitant déclare que l'activité de regroupement et transit d'huiles usagées n'a pas encore démarré. Il réalise les derniers aménagements nécessaires. Il a récemment contracté avec CYCLEVIA, l'éco-organisme créé en mars 2022 pour la filière des huiles usagées.

L'exploitant a fourni les certificats d'épreuve et d'étanchéité de ces deux cuves datés du 30/11/2022 (Fabricant : société Reposa Lafon à Villamanan (Espagne)). Il s'agit de réservoirs simple paroi métallique de capacité 70 m<sup>3</sup> (35+35), munies de rétention intégrée.

Les dispositifs de jaugeage électronique, réceptionnés, vont prochainement être installés sur les cuves (prévu en septembre 2023). Ils permettront un report du niveau de remplissage des cuves en temps réel sur le site. L'exploitant transmettra après la pose des équipements les justificatifs relatifs à la présence du dispositif de jaugeage et du limiteur anti-débordement (facture pièces et intervention, photos).

L'exploitant précise qu'il n'est pas prévu de dispositif de jaugeage manuel. Or ce point figure dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter en date du 11/09/2017 indice 3 et a été repris dans les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral réglementant les activités du site.

Après vérification des arrêtés ministériels applicables à ce type d'activité, l'Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, applicable aux activités de SEVIA, dispose à l'article 25 point III. Dispositions spécifiques aux réservoirs, C. que : « Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. »

L'exploitant doit donc justifier du respect de cette disposition réglementaire et pourra, sur cette base, demander une modification de la prescription préfectorale.

La zone relative au chargement/déchargement des déchets liquides dangereux a été créée et aménagée sous forme de rampe créant ainsi une capacité de rétention en cas d'écoulement accidentel. Il est demandé à l'exploitant de justifier la capacité de rétention en place résultant de l'aménagement réalisé (note de calcul et réception des travaux de réalisation de la zone).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2019, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installation de traitement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, d'entreposage des déchets sont collectées par un réseau spécifique et traitées par des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, équipés chacun d'un obturateur automatique, permettant de traiter les polluants en présence. Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures traitant les eaux pluviales collectées sur l'installation de transit et de regroupement des déchets liquides dangereux est équipé d'une alarme sonore et visuelle asservie à l'obturateur automatique.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un décanteur-séparateur d'hydrocarbures visant à traiter les eaux pluviales collectées sur l'installation de transit et de regroupement des déchets liquides dangereux a été installé conformément au plan des installations envisagées figurant dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter en date du 11/09/2017 indice 3.</p> <p>Non présentées en séance, il est demandé à l'exploitant de transmettre la fiche technique et la facture relative au dispositif de traitement des eaux pluviales de l'aire de transit et regroupement des huiles usagées.</p> <p>L'exploitant précise que le dispositif n'est pas équipé d'une alarme sonore et visuelle asservie à l'obturateur automatique. Or ce point figure dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter en date du 11/09/2017 indice 3 et a été repris dans les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral réglementant les activités du site.</p> <p>L'exploitant précise par ailleurs, que la vanne de sectionnement présente en point bas de la rampe de chargement déchargement est maintenue en position fermée en permanence. Celle-ci ne sera manœuvrée en position ouverte qu'après vérification visuelle du contenu de la rétention pour permettre d'évacuer les eaux pluviales vers le décanteur-séparateur d'hydrocarbures, pour traitement avant rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Après vérification des arrêtés ministériels applicables à ce type d'activité, l'Arrêté du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, applicable aux activités de SEVIA, dispose à l'annexe 3.1 point VII Techniques de réduction des rejets aqueux, c. que : « les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les surfaces imperméables, sont collectées séparément par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat. »</p> <p>L'exploitant doit donc justifier du respect de cette disposition réglementaire et pourra, sur cette base, demander une modification de la prescription préfectorale.</p> <p>Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures n'ayant pas encore été mis en charge, il n'a pas fait l'objet d'un nettoyage.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Lors de la visite de terrain, il a été suggéré à l'exploitant de prévoir d'actionner régulièrement la vanne martelière pour éviter qu'elle ne se grippe. L'exploitant s'est engagé en séance à rajouter ce point dans ses consignes d'exploitation (vérification mensuelle).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2019, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve d'émulsions
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] d'une réserve d'émulsions de 270 L, à proximité de l'installation de transit et de regroupement des déchets liquides dangereux. Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fournit au service d'incendie et de secours les caractéristiques techniques du produit émulseur mis à sa disposition, afin d'étudier sa compatibilité. [...]
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, la réserve d'émulseurs n'est pas encore présente sur le site. L'exploitant a présenté les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• le devis n° 23001414 en date du 01/08/2023 réalisé par la société BIOEX pour la livraison de 400 L d'émulseur synthétique référencé ECOPOL 6.</li><li>• la demande d'achat n° SEV-23-08/03841 en date du 02/08/2023 formulée par SEVIA auprès de la société BIOEX conformément au devis transmis.</li><li>• la fiche technique date de révision du 30/11/2020 relative à l'émulseur synthétique référencé ECOPOL 6, identifié comme sans danger pour l'environnement et totalement biodégradable.</li></ul> L'exploitant n'a pas fourni au SDIS les caractéristiques techniques du produit émulseur qu'il mettra à leur disposition. Il est demandé à l'exploitant de justifier la transmission au SDIS des informations nécessaires relatives au produit émulseur qui sera mis à leur disposition. Il est également demandé à l'exploitant, une fois la réserve d'émulseur réceptionnée et entreposée sur le site conformément aux recommandations du fabricant et aux dispositions réglementaires, de transmettre une photo à l'Inspection attestant de la présence de ce moyen de lutte contre l'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Contrôles d'admission sur site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2019, article 9.1.3.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre des déchets entrants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur l'installation.</p> <p>Ce registre contient les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la date de réception du déchet ;</li> <li>• la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;</li> <li>• la quantité du déchet entrant ;</li> <li>• le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;</li> <li>• le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>• le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;</li> <li>• le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;</li> <li>• le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;</li> <li>• pour les huiles usagées, le numéro de la cuve dans laquelle les déchets sont entreposés.</li> </ul> <p>Les registres sont archivés pendant une durée minimale de trois ans. Ces registres sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas encore réceptionné de déchets liquides dangereux sur son site de Sorgues.</p> <p>Toutefois, il a présenté un extrait du registre des déchets entrants tenu pour des activités similaires sur le site de Rognac dans les Bouches-du-Rhône sur la période du 01 au 31/07/2023.</p> <p>Ce point de contrôle n'appelle pas d'observation particulière.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Bilans périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2019, article 10.4.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rapport annuel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une fois par an, et au plus tard le 31 mars, l'exploitant adresse à l'Inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues au CHAPITRE 10.3 ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas adressé le bilan annuel avant la fin du premier trimestre de l'année en cours.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport d'activité de l'année écoulée 2022 avant la fin du mois de septembre 2023.</p> <p>Les rapports d'activités suivants devront être transmis annuellement conformément à l'article 10.4.2 de l'autorisation préfectorale.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois